



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

**Bulletin Mensuel - Numéro 167 - Juin 2011**

### LE THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO : L'INDUSTRIE MINIÈRE ET LES COMMUNAUTÉS

L'activité minière, fortement destructrice, a de graves conséquences pour les forêts et pour les communautés qui en dépendent. Elle figure parmi les causes directes de la déforestation, et le présent bulletin est consacré à quelques-uns de ses effets.

Or, qu'y a-t-il derrière l'extraction minière ? Pour répondre à cette question nous examinons les éléments qui sous-tendent cette activité et qui, de ce fait, peuvent devenir des causes indirectes de déboisement : premièrement, le modèle du soi-disant développement qui, ne tenant pas compte des limites de la nature, provoque une demande croissante et incontrôlée de biens de consommation, favorable à des entreprises de plus en plus grandes ; deuxièmement, l'intensification de l'extraction nécessaire à la production de ces biens.

L'industrie minière est fortement responsable du réchauffement planétaire et donc du changement climatique ; pourtant, les projets REDD, formulés dans le cadre de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, permettent à l'industrie minière de laver son image pour qu'elle puisse poursuivre ses activités génératrices d'émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, ces projets REDD deviennent, pour incroyable que cela paraisse, des causes indirectes de déboisement.

Cependant, l'avancée de l'industrie minière suscite en contrepartie la résistance fertile de nombreuses communautés qui montrent la marche à suivre. Le présent bulletin est à elles.

### NOTRE OPINION

- **La "durabilité" de l'industrie minière s'appelle destruction**

### L'INDUSTRIE MINIÈRE : IMPACTS ET RÉSISTANCE

- **Union européenne : prends le métal et file**
- **Industrie minière et résistance**
- **L'extraction de minerai de fer atteint les mangroves guatémaltèques**
- **L'industrie minière et les femmes indigènes des Philippines**
- **Un nouveau rapport du PNUE recommande de réduire la consommation de minéraux**
- **Indonésie : l'industrie minière et le système REDD**

- Colombie : rébellion contre les mines d'or
- Philippines : tentatives pour affaiblir la résistance locale à l'industrie minière
- L'industrie minière en Afrique
- Inde : la lutte pour protéger contre les mines la région de Niyamgiri

## DÉFINIR LES FORÊTS

- Pour définir la forêt par son vrai sens

## LE COMMERCE DU CARBONE

- Le FSC perd chaque jour davantage de crédibilité
- Pourparlers de l'ONU sur le climat : plus d'échanges de carbone, point de réduction des émissions

## NOTRE OPINION

### – La "durabilité" de l'industrie minière s'appelle destruction

Une des activités d'exploitation des ressources naturelles qui produit le plus d'effets négatifs et qui, en même temps, génère le plus de bénéfices est l'industrie minière. C'est peut-être pour cela que les plus grandes entreprises mondiales du secteur se font concurrence, non seulement pour les réserves minérales, mais aussi pour le degré de perfection avec lequel elles travaillent sur l'imaginaire populaire pour être considérées comme des exemples de « durabilité ».

Bien des entreprises minières travaillent dans des zones de forêts tropicales. Dans la propagande des entreprises « durables » on peut trouver un élément qui impressionne le public : dans les territoires où elles exploitent les minerais du sous-sol et où, par conséquent, elles doivent détruire la forêt, il y a des entreprises qui replantent toute la surface, pas avec des eucalyptus, mais avec des arbres de diverses espèces autochtones, cherchant à convaincre la population qu'elles sont en train de récupérer la nature dans sa totalité, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de séquelles négatives de leur activité « durable ». Cela se passe-t-il réellement ainsi ?

En premier lieu, il serait intéressant de connaître l'avis des communautés voisines, de savoir si elles sont d'accord sur le fait qu'en replantant des arbres indigènes, il est possible de reproduire la forêt qui existait avant l'exploitation des minerais. Il est certainement impossible de récupérer la richesse de la biodiversité, des ressources hydriques, des multiples valeurs – y compris spirituelles – de cette forêt, fruit d'un processus qui a pris des milliers d'années. Il n'est pas non plus possible de guérir le traumatisme que les communautés voisines ont vécu avec la destruction, la pollution, les emplois dangereux et mal rémunérés et la violation de droits qui caractérise la grande majorité de ces entreprises qui s'installent dans une région aux écosystèmes conservés. C'est dans ce sens que sont en train de se constituer et de se renforcer des réseaux de résistance locaux, nationaux et internationaux pour s'opposer à ces entreprises.

En deuxième lieu, les effets négatifs de l'industrie minière sur l'environnement et les communautés locales ne se limitent pas au processus d'extraction, mais perdurent au contraire et s'aggravent à cause des routes, des voies fluviales et des chemins de fer nécessaires pour le transport des minerais, à cause des grandes usines où l'on transforme les divers minerais, et finalement à cause des produits finis qui, à leur tour, sont des sources de pollution et contribuent même au réchauffement mondial, comme les automobiles, les camions, les avions, sans parler des déchets produits tout au long et à la fin du processus.

En troisième lieu, le secteur se caractérise par une inégalité sociale énorme en termes de distribution des richesses et des bénéfices. Les pays et les régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui sont les principaux producteurs de minerais, sont en majorité les régions dont les populations souffrent le plus de violations de toutes sortes, en particulier les femmes. Pendant ce temps, le secteur est dominé par des entreprises transnationales des pays du Nord vers lesquels retournent les produits achevés, comme les USA, l'Europe et le Japon, dont la population consomme en moyenne 16 tonnes – et dans certains pays jusqu'à 40 tonnes ! – de ressources naturelles par habitant, les minerais compris, alors que la population de l'Inde, par exemple, en consomme 4 tonnes par habitant [\*].

En quatrième lieu, il est intéressant de noter que dans le débat et dans la construction d'alternatives, dans le cadre de la soi-disant « économie verte » à « faible intensité de carbone », plusieurs alternatives « vertes » à haute technologie dépendent de l'exploitation de minerais (voir l'article sur l'Union européenne dans ce bulletin), ce qui en affecte profondément la crédibilité et, évidemment, la durabilité.

Dans la pratique, il y a deux véritables alternatives qui méritent d'être étudiées avec le maximum d'urgence : des mesures pour réduire radicalement l'exploitation de minerais et pour en réduire la consommation, principalement dans les pays industrialisés, et la recherche de l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des minerais. Un nouveau rapport du PNUÉ s'oriente dans le même sens (voir l'article correspondant dans ce bulletin).

Finalement, replanter des arbres indigènes est une activité louable, mais non quand elle est associée à un déboisement intentionnel et destructif. De toute évidence, il est absolument nécessaire et urgent de réaliser des changements structurels dans le modèle actuel de production et de consommation inviable des pays industrialisés, qui a été repris par des pays émergents comme la Chine, le Brésil et l'Inde.

[\*]

<http://www.unep.org/resourcepanel/Publications/Decoupling/tabid/56048/Default.aspx>

[index](#)

---

## **L'INDUSTRIE MINIÈRE : IMPACTS ET RÉSISTANCE**

**– Union européenne : prends le métal et file**

Face à l'augmentation des prix des matières premières et à l'accaparement de

certains minéraux par certaines économies émergentes, l'Europe aigüise ses griffes. Les pays du Sud qui contiennent une grande quantité de richesses sont, comme toujours, les grands perdants, en particulier leurs populations.

Ces derniers jours, les géants de l'industrie minière mondiale, les redoutés « majors », se sont réunis dans un luxueux hôtel de Barcelone, événement qui est passé totalement inaperçu, de même que les conclusions auxquelles seront parvenues la Barrick Gold, la Rio Tinto, la Goldcorp, la BHP Billiton entre autres parmi les 150 entreprises minières transnationales géantes qui accaparent le total de la valeur de la production minérale mondiale.

Cependant, les informations disponibles sur le commerce des matières premières ces derniers temps permettent de tirer quelques conclusions.

70% des produits industriels ou des biens de consommation de l'Union Européenne dépendent de substances minérales métalliques et non métalliques que l'Europe se voit contrainte à importer. Pour fabriquer un téléphone portable, un ordinateur ou un écran de télévision, il faut entre 40 et 60 matières premières différentes comme le lithium, le tantale, le cobalt et l'antimoine, chaque fois plus difficiles à obtenir. La demande et les prix sont et continueront à être en augmentation. Ils sont définis par des pays émergents comme la Chine et l'Inde, qui consomment entre 40 % et 50 % des principales matières premières métalliques. La consommation de cuivre en Chine a augmenté de 12 % à 40 % en une seule décennie. De plus, ce pays asiatique est le plus grand consommateur de métaux du monde et il restreint les exportations de ses matières premières comme l'aluminium, le cuivre, le nickel ou les terres rares (nom commun pour deux séries d'éléments chimiques : les actinides et les lanthanides), l'antimoine et le wolfram, alors qu'il est le principal producteur de ces trois derniers éléments.

Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays industrialisés comme les U.S.A. et le Japon, qui ont reconnu plus tôt leur dépendance critique de certaines matières premières, en commençant par les définir, puis en les accumulant, l'Union Européenne n'avait pas auparavant donné une réponse politique intégrée pour s'assurer un accès aux matières premières qu'elle considère comme indispensables pour son développement économique. Mais aujourd'hui, elle se reconnaît comme hautement dépendante, menacée par les économies émergentes, et vulnérable sur ce terrain.

Pour protéger ses intérêts, l'industrie européenne élabore depuis 2008 une Stratégie des matières premières non énergétiques qui devra orienter ses politiques. Parsemée de termes comme « industrie minière durable » et « aide au développement », il s'agit en pratique d'une agressive stratégie commerciale en termes de concurrence avec les économies émergentes. L'exposition publique de cette stratégie a été plutôt discrète et en coulisses, tournant le dos au grand public, mais son calendrier a été rigoureusement respecté.

« Dialoguons, mais l'or est à nous »

La « diplomatie des matières premières » fait partie de la Stratégie des matières premières. Elle consiste à exiger des pays détenteurs de ressources minérales

qu'ils éliminent les restrictions au commerce des matières premières, en négociant des accords commerciaux et des politiques de coopération au développement qui contiennent des clauses qui garantissent l'accès aux matières premières. L'U.E. offre son aide pour construire le know how dans les pays en voie de développement. Cela facilite l'extraction des matières premières, ainsi que les négociations avec les entreprises minières.

Diplomatie en tête, la Stratégie des matières premières est déjà active en Russie, en Afrique et en Amérique du Sud. De cette mise à sac planifiée, tous les pays industrialisés sont complices, dans leur soif de croissance illimitée.

Bien que la crise généralisée ne cesse de s'aggraver, l'Union européenne encourage des politiques de croissance et de consommation démesurées qui font augmenter la demande de matières premières. Sa stratégie pour sortir de la crise vise l'innovation en technologie et dans la recherche de nouveaux modèles ou processus d'entreprises ou sociaux. La Stratégie des matières premières s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Europe 2020, plus générale, sous le slogan « Une Europe compétitive dans une économie mondialisée ».

Aide au développement ?

Pour mettre sur pied sa stratégie globale à travers la coopération au développement, l'U.E. fait tout le possible pour organiser le libre commerce. Avec l'argument de la coopération au développement, elle cherche à former les techniciens des pays émergents et en voie de développement du Sud et tente d'influer sur les finances publiques, en facilitant les négociations pour les entreprises minières : elle aide à « déblayer le terrain » pour ses propres activités et recherche des avantages fiscaux.

Dans le contexte de l'aide au développement, l'Europe tire aussi profit du transfert de technologie. Elle occupe actuellement la position de leader mondial en technologie d'extraction. C'est-à-dire que plus il y a de projets d'extraction, plus il y a de possibilités de vendre de la technologie. L'aide au développement est chaque fois davantage conditionnée par l'obligation où se trouvent les pays qui la reçoivent d'acquiescer de la technologie dans les pays qui la leur accordent. Et au passage se fera aussi le transfert du coût en termes de dégâts environnementaux et sociaux.

L'Europe canalise une grande partie de l'argent qu'elle consacre à la coopération au développement à travers la Banque européenne d'investissement (BEI). Une partie de ces fonds est destinée à des projets miniers et à l'infrastructure qu'ils requièrent. Chaque année, des millions d'euros publics de l'U.E. alimentent des projets miniers sous le couvert du développement.

Cependant, la contribution du secteur minier au développement a souvent été contestée par des hommes politiques, des universitaires ou des organisations de la société civile. De nombreux cas montrent que les normes et les réglementations actuelles sont insuffisantes pour garantir un développement positif. Les menaces et les effets de l'industrie minière dans les pays du Sud sont tels que se sont déjà formés des réseaux de communautés touchées par l'activité minière qui ont choisi la voie de la résistance comme façon de défendre leur vie et leur intégrité. Ainsi par exemple, en Amérique latine existe le Réseau mexicain des personnes lésées par

l'industrie minière REMA, en Équateur la Coordination nationale pour la vie et la souveraineté. Très récemment, s'est formé en Colombie le Réseau contre la grande industrie minière transnationale ou RECLAME. De nombreux groupes travaillent aussi dans la même ligne dans d'autres pays comme l'Argentine, le Brésil ou le Guatemala. Il existe aussi un Observatoire des conflits miniers en Amérique latine (OCMAL). Des Réseaux de victimes d'une entreprise unique, comme dans le cas de la compagnie brésilienne Vale, ont apparu également.

Ni « verte », ni responsable

La haute technologie est un des domaines pour lesquels l'Europe demande beaucoup de matières premières. La technologie « verte » a besoin de batteries : nanotechnologie, composants électroniques et cellules photovoltaïques pour produire de l'énergie « verte ». Mais comment peut se targuer d'être « verte » une technologie qui s'alimente d'activités d'exploration et d'extraction minière de plus en plus liées à des conflits pour la terre, à la destruction de l'environnement et même à de graves violations des droits de l'homme - qui sont allées dans de nombreux cas jusqu'à l'assassinat, aux menaces ou à l'intimidation de personnes qui s'opposent à l'installation de l'activité minière dans leurs collectivités ?

Il ne s'agit pas d'exceptions, vu que les cas se multiplient, publiés et documentés de façon exhaustive dans des pays comme l'Argentine, le Pérou, la Colombie, l'Équateur, le Guatemala, le Costa Rica, le Salvador, le Mexique. Divers gouvernements locaux et nationaux, ainsi que des entreprises minières se sont vus impliqués dans des affaires troubles, qu'il est très difficile de contrôler pour pouvoir ensuite déterminer les responsabilités. La tendance à l'abus va croissant, car l'exploration minière est constante, et de nouveaux projets miniers surgissent chaque jour. Il faut ajouter à cela les effets socio-écologiques et la résistance face aux mégaprojets d'infrastructure comme les routes, les ports, les aéroports, les usines hydroélectriques, etc., qui sont associés à l'industrie minière.

Tous ces conflits se produisent au milieu d'un battage publicitaire autour de la « responsabilité corporative », de l'industrie minière « responsable », « durable », et même « verte ». Des tragédies comme celle de Copiapó au Chili, qui maintint 33 mineurs enterrés par force à plus de 700 m de profondeur pendant plus de 60 jours, et tint le monde en haleine, ne sont ni dues au hasard, ni des cas fortuits. Elles sont la confirmation que le système politique et économique se base sur l'irrationalité imposée par le pouvoir de fait des entreprises, qui font littéralement ce qu'il leur chante, comme elles en ont envie, au nom de la recherche de richesse qu'elles appellent « développement ».

Les politiques qui concernent les matières premières s'élaborent entre les politiciens et les entreprises, sans participation populaire d'aucune sorte. En même temps que se produisent ces faits inacceptables, l'Union européenne justifie ses politiques minières par la nécessité de veiller à la compétitivité, à la croissance et à l'emploi. L'arrière-plan est cependant l'approvisionnement de l'industrie pour la croissance, et le bénéfice pour les entreprises transnationales, sans accorder une attention spéciale à la manière d'y parvenir.

L'industrie minière à grande échelle est une activité extractive qui n'est pas et ne

sera jamais durable. Ceci se dégage de la seule définition du terme « minière » et de la description de cette activité industrielle. Malgré ce qu'affirme l'U.E. dans le cadre de son accès aux matières premières, « croissance illimitée » et « durable » sont des termes incompatibles.

Extrait et adapté du rapport « Prends le métal et file. Les pays émergents, l'Union européenne et les matières premières non énergétiques du Sud du globe », juin 2011, de Guadalupe Rodriguez, Salva la Selva, courrier électronique [guadalupe@regenwald.org](mailto:guadalupe@regenwald.org), <http://www.salvalaselva.org> (actions de protestation hebdomadaires pour la défense de l'environnement et des droits de l'homme), et <http://www.facebook.com/salvalaselva>, basé sur des informations diffusées par RECLAME et sur des recherches de Salva la Selva. Le rapport, envoyé par l'auteur, peut être lu dans sa version intégrale sur [http://wrm.org.uy/deforestacion/mineria/Saca\\_el\\_metal\\_y\\_corre.pdf](http://wrm.org.uy/deforestacion/mineria/Saca_el_metal_y_corre.pdf)

[index](#)

---

## **– Industrie minière et résistance**

Il est évident que l'activité minière peut représenter une menace pour l'intégrité des forêts. L'élimination de la végétation superficielle et le nettoyage des sols pour avoir accès aux minerais souterrains a des répercussions évidentes qui, très fréquemment, sont de longue durée. Les dégâts provoqués en surface par les mines mêmes, avec l'érosion et le colmatage correspondants, se voient aggravés par les tas de résidus, les déversements de déchets liquides, les travaux miniers associés, les nappes phréatiques altérées et les changements chimiques locaux. Cela comprend le drainage minier acide, la dissémination de métaux lourds et la pollution des sols et des cours d'eau qui en découle. Les activités minières consomment d'énormes quantités d'eau et, avec une fréquence extrême, les polluent.

De même, les mines peuvent consommer des masses de bois d'œuvre. Si les ressources minières abondent en un endroit, les dommages peuvent affecter de vastes territoires, soit par les mines à ciel ouvert, soit par les effets combinés d'une multitude de petites mines. Les communautés locales quelles qu'elles soient, qui dépendaient avant des ressources naturelles renouvelables de ces zones, subissent des pertes immédiates du fait de ces activités. Elles voient leurs moyens de vie érodés, leurs organisations sociales altérées et leurs cultures transformées. Les indemnités en argent liquide, si elles sont payées, ne peuvent pas compenser ces pertes, et le sombre héritage de l'industrie minière perdure même après qu'une mine a été abandonnée.

Cependant, les répercussions des mines se font sentir bien au-delà de ce que nous avons signalé jusqu'à présent. L'industrie minière peut être très lucrative, et les opérations à grande ou à moyenne échelle peuvent demander d'énormes investissements et générer d'importants revenus. Pour cela, l'activité minière en zones boisées lointaines implique fréquemment la création d'importantes infrastructures – routes, ports, villages miniers, déviation de cours d'eau, construction de barrages et de centrales de production d'énergie -, tout ceci étant nécessaire

pour que les mines soient viables et productives. Le traitement des minerais en aval demande des installations industrielles additionnelles, qui ont aussi des exigences additionnelles en énergie, en eau et en terrains.

Les grandes mines sont souvent le fer de lance de plans de développement plus grands encore, qui sont pensés pour transformer des régions entières. Par exemple, le projet de Grande Carajás, au Brésil, centré sur la mine de fer de la société minière géante Vale, est la pièce centrale d'un énorme complexe de chemins de fer, de ports, de barrages, de plantations et de programmes de colonisation, qui touche des dizaines de millions d'hectares dans la zone orientale de l'Amazonie brésilienne.

L'entreprise Vale, qui naquit et agit comme entreprise d'État pendant 55 ans pour être privatisée en 1997, est actuellement la seconde plus grande entreprise mondiale. Elle opère dans 38 pays et représente 15 % du total mondial de l'extraction de fer [1].

Qu'elles soient planifiées ou imprévues, les mines et leurs infrastructures associées provoquent de vastes changements économiques et sociaux, et des transformations dans l'environnement. Les routes et le leurre des possibilités de travail dans les nouveaux districts miniers, conduisent des colons vers les régions boisées, surchargeant aussi bien les communautés locales que la capacité des institutions gouvernementales à réguler l'accès aux territoires et aux forêts. Le pouvoir de l'industrie minière a des répercussions plus durables sur l'écologie politique des forêts. Les grandes mines sont l'affaire de puissantes sociétés anonymes et du capital international, et la promotion trop enthousiaste de leur activité provoque, de cette façon, des changements durables dans le pouvoir, qui passe des mains des habitants locaux et de la société civile à celles des sociétés anonymes internationales et des élites nationales [2].

Un grand nombre des communautés affectées n'acceptent pas le droit des sociétés minières à pénétrer sur leurs territoires, et refusent l'activité minière qu'elles jugent incompatible avec leur culture, leur économie ou leurs traditions.

C'est dans cet esprit qu'au mois de mai dernier, et après des années de résistance dans diverses parties du monde, les gens lésés par les activités de la géante minière Vale ont réalisé leur II Rencontre internationale [3]. Plus de 50 délégués de divers pays du monde se sont réunis à Belo Horizonte, au Brésil, comptant avec la présence de délégations du Mozambique, d'Indonésie et du Canada, ainsi que la représentation de l'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine (OCMAL) pour discuter de la conjoncture économique et de la politique de l'entreprise, pour échanger des expériences quant à leurs effets dans le monde et pour mettre au point des stratégies de résistance contre les effets sociaux et environnementaux de l'industrie minière, ainsi que pour affiner des méthodes et des activités futures à bref et à moyen délai.

La première réunion avait eu lieu l'an passé, et au cours de l'année ont été menées à bien diverses activités : participation à plusieurs assemblées d'actionnaires de Vale pour y exprimer les critiques des communautés, publication d'un rapport sur les effets et les préjudices causés par Vale dans le monde entier, une action pénale contre les directeurs de l'entreprise sidérurgique CSA à Rio de Janeiro, propriété de

Vale et de l'entreprise allemande Thyssen Krupp.

A cette occasion furent tracées quelques lignes d'action. Le mouvement lutte pour l'institutionnalisation de territoires libres d'activité minière, pour le droit à dire « non » à de nouveaux chantiers miniers et pour la consultation préalable des populations touchées. Dans les cas où l'activité minière est déjà installée, il exige la réparation intégrale des dégâts causés et l'indemnisation des personnes et des communautés.

Un autre point fort a été la dénonciation de la criminalisation à laquelle sont soumis ceux qui résistent contre l'activité minière, et la demande de voir cesser le financement de l'entreprise Vale par des fonds publics.

Parmi leurs objectifs, les gens concernés cherchent à élargir la discussion sur la fonction sociale de l'activité minière en tenant compte du débat actuel sur les droits de la nature et du bien vivre.

Article fondé sur des informations tirées de :

[1] « Quanto Valem os Direitos Humanos? », rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme et de la justice mondiale concernant les effets sur les droits de l'homme de l'industrie minière et sidérurgique d'Açailândia, 18/05/2011, [http://www.justicanostrilhos.org/nota/721\\_2](http://www.justicanostrilhos.org/nota/721_2) ;

(2) « Miner les forêts. La nécessité de contrôler les entreprises minières transnationales : une étude de cas sur le Canada », Forest Peoples Programme, Philippine Indigenous Peoples Links et Mouvement mondial pour les forêts tropicales, [http://www.wrm.org.uy/publications/uf\\_french.pdf](http://www.wrm.org.uy/publications/uf_french.pdf) ;

(3) 2e Rencontre internationale des personnes lésées par Vale, 01/05/2011, <http://www.justicanostrilhos.org/nota/721>

[index](#)

---

## **– L'extraction de minerai de fer atteint les mangroves guatémaltèques**

Au Guatemala les autorités gouvernementales continuent à promouvoir l'industrie minière des métaux, malgré le mécontentement généralisé des communautés locales et des peuples indigènes qui ont effectué une série de consultations chez les habitants, de bonne foi, d'où il est ressorti un refus manifeste et total de cette activité.

Pendant des années, l'extraction minière des métaux se profilait à l'horizon et exploitait les massifs ou les chaînes de montagne, mais il y a un peu plus de deux ans surgit la nouvelle surprenante de la concession de quatre permis qui visaient l'exploration et la prospection de gisements de fer et d'autres métaux sur la côte Sud du pays.

Les entreprises Tikal Minerals, filiale de Mayan Iron Corp, et Firecreek Resources, filiale de G4G, disposent au total d'une superficie de 3 000 kilomètres carrés, toutes deux avec des autorisations et des permis délivrés par le ministère de l'Énergie et

des Mines. La première d'entre elles projette une exploration en zone terrestre et la seconde la reconnaissance de gisements métalliques au fond de la mer. Elles supposent toutes deux une violente menace contre les systèmes naturels de la région, mais en particulier pour l'écosystème que constitue la mangrove.

Les mangroves guatémaltèques offrent beaucoup de ressources aux communautés locales qui en tirent le fruit de la pêche pour leur subsistance et pour le commerce, ainsi que la collecte d'autres espèces utilisées pour l'alimentation : crevettes, crabes, coquillages et d'autres encore.

L'entreprise Tikal Minerals a présenté, fin décembre 2010, l'Etude d'impact environnemental (EIE) du projet Porvenir Central. Le polygone minier comprend 98 kilomètres carrés et entoure complètement une des deux seules zones de mangrove protégées du pays, le parc national Sipacate-Naranjo, qui présente, outre la mangrove, d'autres écosystèmes qui lui sont associés : des marécages, des zones humides avec des plantes herbacées, des lagunes littorales, des plages de sable et des plages de boue.

Cette EIE a été réfutée par plusieurs institutions écologistes, dont l'Ecole de pensée écologiste SAVIA, la Coordination guatémaltèque pour la protection des mangroves et de la vie, l'Association de citoyens pour le développement intégral de Champérico, le Réseau mangrove international et l'Alliance citoyenne pour la côte Sud.

Récemment, le ministère de l'Environnement a repoussé l'EIE, en alléguant que les effets négatifs dépasseraient les positifs. Mais ceux qui, comme nous, savent de quoi sont capables les entreprises minières pour parvenir à leurs fins, ne chantent pas encore victoire et restent attentifs aux recours que peuvent présenter les cabinets juridiques de l'entreprise pour inverser le verdict qui s'oppose à leur intention d'explorer et d'exploiter dans le futur nos caractéristiques sables noirs.

Pourtant, la voracité de ces entreprises n'aura pas le chemin facile. Le sentiment d'indignation de la population de la côte va croissant jour après jour, et elle est prête à tout pour défendre ses plages, ses marécages et ses mangroves, unie dans un même cri : « La mangrove, oui ! Les mines de fer, non ! »

Carlos Salvatierra, Secrétaire exécutif de Redmanglar Internacional,  
[redmanglar@redmanglar.org](mailto:redmanglar@redmanglar.org)

[index](#)

---

## **– L'industrie minière et les femmes indigènes des Philippines**

Il y a environ 110 groupes ethnolinguistiques aux Philippines, et ils représentent presque 15 % de la population. La plupart vivent dans les chaînes de montagnes et dans les régions côtières [1]. Or, les zones des Philippines qui contiennent des minerais se trouvent aussi dans ces montagnes. Neuf millions d'hectares, soit près de 30 % du territoire, contiennent des minéraux et sont exploités par le gouvernement et par des investisseurs miniers.

L'industrie minière n'apporte par an qu'une moyenne de 1,2 % du produit intérieur brut, tandis que les populations subissent une longue liste d'effets indésirables : ressources épuisées, environnement et habitat naturel endommagés, pollution, problèmes de santé, coûts économiques [2].

Les communautés autochtones ont compris il y a longtemps que les mines affecteront leurs moyens d'existence et qu'elles laisseront leurs terres stériles et leurs montagnes dénudées et vouées au désastre. C'est pour cette raison qu'on lutte contre les mines dans cette région.

Indiscutablement, le principal souci des peuples autochtones des Philippines concerne la possession de la terre. Les mines provoquent le déplacement massif des autochtones de leur territoire ancestral. Les agressions du développement [3], comme l'extraction minière, ont mis en danger leur mode de vie traditionnel en envahissant leur domaine : leurs fermes, leurs foyers, leurs forêts et leurs lieux sacrés. En plus, la migration croissante d'habitants d'autres communautés en quête de travail a des effets négatifs sur eux. Le déboisement et l'aplanissement des montagnes pour l'activité minière les rendent vulnérables aux glissements de terrain et à d'autres catastrophes qui touchent les peuples des montagnes et ceux des vallées.

#### Conséquences pour les femmes

Les femmes et les enfants autochtones sont fortement touchés par les activités minières. En 2009, Emi B. Carreon, membre d'Innabuyog, une alliance régionale d'organisations de femmes indigènes de la région de la Cordillera, a présenté à la Session d'études asiatiques sur les femmes et les mines un rapport sur les différentes conséquences de l'exploitation minière sur les autochtones.

Des désastres occasionnels, comme la rupture des réservoirs de déchets miniers, aggravent la pollution des sols et des fleuves causée par les produits chimiques toxiques et les acides qui s'écoulent des mines ; cette pollution a de graves effets sur la santé des habitants, et en particulier sur celle des femmes. La pollution de l'air, de l'eau et du sol contamine les aliments et l'eau qu'ils consomment, tandis que les mineurs et les communautés qui reçoivent les déchets toxiques des mines souffrent de troubles graves de la santé, comme l'asthme, la tuberculose, des affections de la peau, des maladies gastro-intestinales et même le cancer. Les femmes risquent en plus d'avoir des problèmes de santé associés à la reproduction, comme l'avortement spontané et la malformation du bébé.

En tant que femmes d'intérieur, les femmes sont très touchées par les bouleversements et les désordres sociaux causés par les mines ; le paiement de pots de vin, qui aboutit à la destruction des valeurs et des coutumes traditionnelles, voire de l'unité familiale, est une méthode utilisée pour affaiblir les communautés minières.

Les femmes ont aussi du mal à apporter des aliments et de l'eau à leur famille, car les forêts ne sont plus leur foyer ; elles devront maintenant s'adapter à l'économie monétaire, à laquelle les peuples autochtones ne sont pas habitués.

Carreon signale aussi que, dans bien des cas, la violence domestique contre les femmes a augmenté, ainsi que l'alcoolisme, la toxicomanie, le jeu, l'inceste, l'échangisme et l'infidélité.

En outre, la militarisation qui frappe les communautés autochtones est particulièrement cruelle pour les femmes : il y aurait eu des exécutions extrajudiciaires, des harcèlements sexuels, des viols et des tortures physiques et psychologiques de femmes [4].

L'activité minière est considérée aussi comme une cause de prostitution. Par exemple, à Zamboanga Sibugay (Zamboanga del Sur), la police a rapporté en 2010 certains cas de travail et de prostitution d'enfants. A.J. Jacinto, de GMANews.tv, a informé que « beaucoup ont été persuadés de se prostituer pour de l'argent – 1 500 pesos philippins pour trois heures de sexe dans les chaumières qui servent de repaire aux mineurs après une rude journée de travail » [5].

Les femmes en première ligne dans la lutte contre les mines

Les femmes autochtones des Philippines ont rejoint des organisations qui les aident dans leur lutte. Elles jouent un rôle capital dans l'éducation et la divulgation d'information et de ressources chez d'autres femmes et d'autres communautés, sur des sujets divers. Elles participent activement aux campagnes et aux mobilisations populaires (chaînes humaines, arrestations massives, manifestations, etc.).

Les femmes et les enfants de Barangay Anislagan, à Placer (Surigao del Norte), l'ont bien montré : la population vit de l'agriculture, du riz et des cocotiers. Les femmes ont compris que les mines vont porter atteinte à leurs moyens d'existence, en polluant leurs réserves d'eau et en éliminant les forêts qui leur restent. Donc, elles ont lutté contre les entreprises minières Anglo-American et Manila Mining, et elles sont à la tête de la campagne pour la souveraineté alimentaire et contre les mines dans les bassins des fleuves.

Guidées par l'organisation populaire Anislagan Bantay Kalikasan Task Force (ABAKATAF), elles ont présenté une pétition et participé à des élections locales qui ont abouti à la décision de ne pas permettre des activités minières à cet endroit (Résolution de Barangay).

Convoquée par le son de la cloche de l'église, la communauté entière, femmes et enfants compris, a organisé des barricades humaines. Cela a poussé Anglo-American à annoncer, en novembre 2008, sa décision de se retirer, en mentionnant l'opposition de la population comme une des raisons principales [6]. La lutte contre la Manila Mining Company, commencée dans les années 1980, continue encore aujourd'hui.

Les communautés indigènes et les organisations qui les soutiennent continuent de lutter pour leur droit à l'autodétermination et pour les droits de l'homme. Elles veulent renforcer leur position pour défendre leur droit aux terres ancestrales et celui de choisir leur mode de développement.

Ces communautés ne vont pas baisser les bras pour voir comment les mineurs

s'approprient leur terre. Ce sera un dur combat mais elles savent qu'elles ne renonceront pas à leur terre sans lutter.

Farah Sevilla, adresse électronique : [farahsevilla@gmail.com](mailto:farahsevilla@gmail.com), membre de GenderCC aux Philippines, responsable des activités de recherche et de défense des droits d'Alyansa Tigil Mina (Alliance contre les mines), <http://www.alyansatigilmina.net> [7].

[1] Informations de Koalisyon ng Katutubong Samahan ng Pilipinas (KASAPI).

[2] Publication d'Alyansa Tigil Mina : A Legacy of Disaster, février 2010.

[3] Les agressions du développement sont définies par le Comité technique sur la promotion et l'action pour le développement égalitaire et inclusif des minorités ethniques, comme des activités comme les industries extractives, l'hydroélectricité, les industries pétrolière, gazière et minière, la concession de terres, les plantations, etc., auxquelles s'ajoute, dans certains pays, la militarisation, et qui aboutissent au déplacement de communautés.

[4] Des cas de viol et de harcèlement ont été rapportés à Abra et à Mindanao.

[5] "Illegal mining breeds child labor, prostitution in Diplahan", GMA Network, <http://www.gmanews.tv/story/186685/regions/illegal-mining-breeds-child-labor-prostitution-in-diplahan>.

[6] Rapport du Legal Rights and Natural Resources Center – Kasama sa Kalikasan (LRC-KsK/Amis de la Terre Philippines) et documentaire (<http://www.youtube.com/watch?v=PnA7hqM-84U>).

[7] Alyansa Tigil Mina (Alliance contre les mines) regroupe plus de 80 organisations de communautés touchées par les mines et d'organisations populaires de tout le pays. Depuis cinq ans, elle lutte activement contre la politique gouvernementale qui encourage l'industrie minière à grande échelle aux Philippines.

[index](#)

---

## **– Un nouveau rapport du PNUE recommande de réduire la consommation de minéraux**

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a publié un nouveau rapport, intitulé « Dissocier la croissance économique de la consommation de ressources naturelles et de son impact sur l'environnement » [\*]. Le rapport fait état d'une situation alarmante en ce qui concerne la consommation des ressources de la planète : si la consommation actuelle des pays industrialisés de l'hémisphère Nord se maintient et que celle des pays dits « émergents » de l'hémisphère Sud continue d'augmenter de façon accélérée, on prévoit qu'en 2050 le monde consommera près de 140 milliards de tonnes de minerais, de minéraux, de combustibles fossiles et de biomasse, soit trois fois plus qu'aujourd'hui.

En ce qui concerne les minéraux, y compris ceux destinés à la construction et à l'industrie, la consommation passerait des 25 milliards de tonnes actuels à 75 milliards de tonnes en 2050. Pour aggraver encore les choses, certains minerais ont déjà commencé à se raréfier, comme le cuivre et l'or, et leur traitement exige

d'utiliser des volumes de plus en plus grands de combustibles fossiles et d'eau douce, ce qui rend ce genre d'exploitation encore plus nuisible pour l'environnement.

Pour éviter cela, le rapport du PNUE affirme qu'il est nécessaire de dissocier le taux de consommation de ressources naturelles et le taux de croissance économique. Cela s'est déjà produit mais de façon trop insuffisante pour qu'on puisse parler d'une « économie verte » à faible intensité de carbone. Il faut « faire plus avec moins », c'est-à-dire geler la consommation de ressources naturelles dans les pays du Nord et faire en sorte que celle des pays « émergents » adopte une démarche plus durable. À l'heure actuelle, les pays industrialisés du Nord consomment 4 à 5 fois plus de ressources naturelles par personne que les pays pauvres.

Le scénario le moins dramatique que propose le rapport, mais politiquement le plus difficile à concrétiser, implique que les pays industrialisés du Nord réduisent de deux tiers leur taux de consommation, et que les autres pays maintiennent le leur au niveau actuel. Ainsi, la consommation mondiale de ressources naturelles serait, en 2050, de 50 milliards de tonnes, c'est-à-dire la même de l'an 2000. Pourtant, les auteurs remarquent que cela ne suffirait pas, par exemple, pour combattre les changements climatiques, et ils affirment : « Ces scénarios remettent en cause notre vision et nos postulats actuels en matière de développement ».

D'après le rapport, « si les investissements qui sont faits aujourd'hui dans les pays en développement et développés enferment l'humanité dans le maintien du statu quo et dans un modèle de croissance basé sur une utilisation un peu moins intensive des ressources, le risque de nous retrouver confrontés à des contraintes écologiques et à des difficultés d'approvisionnement ne fera qu'empirer ». Dans ce sens, le PNUE prévoit de traiter, dans ses prochains rapports, de l'utilisation efficace des ressources et des alternatives viables. Le rapport met en évidence que telle est la voie à suivre, et non la poursuite de l'exploitation illimitée des minéraux.

[\*] «Decoupling natural resource use and environmental impacts from economic growth»,  
<http://www.unep.org/resourcepanel/Publications/Decoupling/tabid/56048/Default.aspx>.

[index](#)

---

## **– Indonésie : l'industrie minière et le système REDD**

En 2009, Rio Tinto, une des plus grandes entreprises minières du monde, a expliqué comment elle espérait utiliser REDD « comme un outil économique pour compenser [son] empreinte carbonique et conserver la diversité biologique ». Cela explique en un mot l'intérêt de l'industrie minière pour le système REDD : les entreprises espèrent continuer leurs activités extractives tout en dépensant des sommes d'argent comparativement petites à acheter des crédits REDD pour « compenser » la destruction.

Il suffit de regarder la participation de l'industrie minière à des projets REDD en Indonésie pour savoir que cette industrie compte sur REDD pour continuer de

fonctionner comme toujours.

Par exemple, le Partenariat de Kalimantan sur le climat et les forêts (KCFP d'après l'anglais) est un projet de type REDD entrepris dans la partie indonésienne de l'île de Bornéo. BHP Billiton, un des plus grands producteurs et commerçants de charbon thermique pour l'exportation, est un des membres fondateurs du KCFP, avec les gouvernements d'Indonésie et d'Australie. Le projet a reçu de fortes critiques de la part des peuples autochtones de la région. Le 8 juin 2011, des leaders indigènes ont publié une déclaration pour expliquer que le projet ne respecte pas leurs droits et exiger qu'il soit suspendu.

Tout en investissant dans REDD, BHP Billiton continue d'exploiter la concession minière de 335 000 hectares qu'elle possède à Maruwai, au Kalimantan central, où elle produit du charbon. L'entreprise prévoit aussi d'élargir ses activités d'extraction de minerai de fer pour atteindre la coquette somme de 48 milliards de dollars d'investissement. De toute évidence, il lui faudra obtenir une quantité énorme de crédits de carbone bon marché pour compenser toute cette pollution.

Shell Canada Energy et Gazprom Marketing and Trading ont financé des études concernant le projet de conservation de Rimba Raya, au Kalimantan central. Le but du projet est de préserver 91 215 hectares de forêt, dont 47 006 hectares risquaient d'être transformés en plantations de palmier à huile, afin d'éviter l'émission de plus de 96 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Le document qui décrit le projet remercie Shell Canada Energy pour « son généreux soutien et son inlassable travail pour le développement de la méthodologie en matière de tourbe ». Or, il est évident que l'intérêt de Shell et de Gazprom n'est pas seulement de financer des études sur REDD. Les deux entreprises comptent sur les crédits REDD pour compenser leurs activités polluantes, telles que l'extraction de sable bitumineux de Shell au Canada et les opérations pétrolières et gazières destructrices de Gazprom au large de l'île de Sakhaline, à l'extrémité orientale de la Russie.

Les entreprises minières ne s'intéressent pas seulement aux crédits REDD. L'une d'entre elles au moins espère que sa participation au système augmentera ses chances de voir approuvés de nouveaux projets d'extraction. En mai 2011, une société canadienne dénommée East Asia Minerals Corporation a signé un protocole d'accord pour acheter 50 % de Carbon Conservation, une entreprise établie pour profiter du commerce de crédits REDD. East Asia Minerals a expliqué que ce marché lui permettra de donner une image de marque « verte » à une des mines qu'elle possède dans l'île indonésienne de Sumatra, et qu'il « pourra faciliter l'approbation et le soutien de permis d'extraction ». La compagnie a proposé plusieurs projets miniers pour des zones de forêt dense, y compris le parc national d'Ulu Masen, censément protégé par un projet de la Carbon Conservation.

Le 19 mai 2011, le président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, a signé un moratoire de deux ans pour toute nouvelle concession dans les forêts primaires et les tourbières. Ce moratoire, profondément vicié, fait partie d'un accord sur REDD d'un milliard de dollars US financé par la Norvège. La veille, le président Yudhoyono avait signé un autre document encore plus favorable à l'industrie, autorisant les mines souterraines dans les zones boisées protégées. « Ces deux décisions permettent de maintenir les pratiques habituelles », a déclaré à AlertNet Avi Mahaningtyas,

membre de l'ONG indonésienne Partnerships for Governance Reform.

Le gouvernement norvégien est un défenseur enthousiaste de REDD : il a offert 1 milliard de dollars à l'Indonésie, encore un milliard au Brésil et 250 millions au Guyana. Pourtant, la Norvège n'investit pas seulement dans des plans qui, en théorie du moins, sont censés protéger les forêts. Comme le montrent les recherches de l'Environmental Investigation Agency, le Government Pension Fund-Global (le plus grand fonds souverain du monde) investit aussi dans des entreprises d'huile de palme qui s'affairent à transformer des forêts en plantations industrielles. La Norvège possède aussi plus de 10 millions USD en actions de la Gunns Ltd, une société responsable du déboisement de vastes étendues de forêts anciennes en Tasmanie.

De même, la Norvège investit dans des compagnies pétrolières, gazières et minières. Si le pays s'est débarrassé des stocks qu'il avait à Rio Tinto en 2008, et à Freeport McMoRan en 2006 (à cause de la participation de ces compagnies dans la tristement célèbre mine Grasberg, en Papouasie), il a encore près de 580 millions de dollars investis dans BHP Billiton, 1,1 milliard dans Gazprom OAO et 3,89 milliards dans Shell, par exemple. D'autre part, au début de cette année l'entreprise pétrolière étatique Statoil a élargi ses opérations en Indonésie.

Le gouvernement norvégien est en train de faire la même chose que l'industrie minière : elle utilise le truc classique du magicien, qui consiste à distraire le public. La distraction est le système REDD, et l'objectif est de continuer à extraire et à brûler des combustibles fossiles.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

## **– Colombie : rébellion contre les mines d'or**

L'or est en hausse pour la dixième année consécutive. Dernièrement, des investisseurs, des opérateurs et des banques centrales l'ont recherché comme refuge sûr face à la situation instable de l'économie mondiale. Ceci a de graves conséquences, vu que l'extraction d'or est une des pratiques minières les plus destructives et les plus polluantes.

Les regards des compagnies minières se sont tournés vers l'Amérique latine, et en Colombie s'est déclenchée une véritable fièvre de l'or. D'un autre côté, la résistance populaire pour défendre la vie, l'eau, l'environnement et la culture s'intensifie jour après jour.

Le président colombien Juan Manuel Santos insiste sur l'importance d'un renforcement de l'extraction minière à ciel ouvert et à grande échelle pour le développement du pays. L'exploitation des ressources naturelles non renouvelables constitue une des soi-disant « locomotives de l'économie ». De fait, le ministère des Mines colombien considère que cette activité peut être pratiquée dans tout le pays, et des concessions de 43 000 kilomètres carrés ont été accordées sous forme de 10 000 permis miniers, dont 4 000 sont déjà en exploitation.

Mais le Code minier en vigueur, modifié en 2009, n'est pas précisément respectueux ni du territoire (les projets miniers peuvent être déclarés d'utilité publique, sans qu'un maire, par exemple, puisse s'opposer à l'exploitation minière), ni des groupes ethniques (il y a sept réserves indigènes comprises en totalité dans la zone d'exploitation minière), ni de l'environnement (la Colombie est le pays le plus contaminé au monde par le mercure). Selon l'Association colombienne des mineurs – ASOMINEROS – la production d'or a été, en 2008, de 34 300 kilogrammes.

### *Les mines d'or dans les Andes*

L'AngloGold Ashanti (AGA) est la plus grande compagnie minière de Colombie. La recherche d'or qu'elle conduit dans la mine La Colosa, à Cajamarca, département de Tolima, au Centre-Ouest du pays, représente une menace pour un des complexes hydrologiques les plus importants du pays, qui alimente en eau plus de 4 millions de personnes. Le projet se situe dans un des derniers fragments de páramo et de forêt des hautes Andes, régulateurs des eaux de la commune de Coello, qui pourraient être contaminés par du cyanure.

Le territoire touché, à l'environnement d'une grande biodiversité et considéré comme le magasin agricole de Colombie, est aujourd'hui mis en péril par l'activité minière. La rareté de l'eau a déjà freiné la production de riz. L'intégrité et la fertilité des sols seront touchées à bref délai.

AGA a violé la législation colombienne (loi 2 de 1959) en réalisant sans permis une exploration minière dans une zone de réserve forestière. D'après le contenu des dénonciations faites par les personnes touchées, AGA a obtenu de façon frauduleuse l'information sur les réserves potentielles d'or dans la région.

Malheureusement, la façon d'agir d'AGA a déjà causé une profonde polarisation dans la communauté et les institutions du bassin, et entre les communautés de la partie haute du bassin et les communautés d'usagers de la partie basse. Le conflit social qui en a dérivé a conduit à marginaliser nettement et à montrer du doigt les organisations et les personnes qui essaient de prouver les effets négatifs de l'exploitation minière à grande échelle dans cette partie des Andes.

L'abus de pouvoir économique d'AGA se manifeste dans divers ordres de la vie départementale. Ce que l'entreprise appelle « pré-investissement » n'est autre chose que l'exercice de la coaction par la voie du pouvoir économique. On ne peut pas comprendre autrement le fort pourcentage de recrutement de personnel (avec des salaires supérieurs à la moyenne régionale) sans que l'exploitation ait commencé. Il en va de même pour les appuis économiques et techniques à des organisations sociales, les sommes consacrées à l'amélioration de l'infrastructure des communes qui seraient en principe reliées à l'exploitation, les fonds versés aux équipes d'action communale, à la mairie même et à l'hôpital de Cajamarca, le lien commercial avec l'équipe de football de Tolima, les propositions de soutien à l'Université de Tolima, l'acquisition de terrains à un prix bien supérieur aux cours historiques, et maintenant la proposition de financer des entités comme le Fonds pour l'action environnementale, entre autres initiatives multiples.

Son pouvoir économique démesuré a permis à AGA d'acheter des terrains

stratégiques, en particulier à cause du potentiel hydrique qu'ils représentent. De la même façon, AGA a formellement demandé des permis miniers dans la région et dans une bonne partie du pays. Cette société agit en sachant que les paysans locaux n'ont pas la même capacité pour demander des concessions d'eau.

Mais l'intervention d'AGA n'a rien à voir avec le développement, ni avec la création d'emploi, ni avec l'appui à l'éducation, aux sports, à la gestion de la mairie locale, à l'amélioration des routes ou à la mise en place de coopératives de transport.

Les mouvements sociaux de la zone veulent organiser des mécanismes sociaux pour que jamais ne soit réalisée l'exploitation de l'or dans cette région, et encore moins à grande échelle. Ils déclarent que « cette affaire peut être la porte ouverte à une modification de tout le patrimoine environnemental du pays, et la société n'y participera pas ».

### *Fièvre de l'or dans la forêt tropicale du Pacifique*

Un autre projet de mines d'or concerne le cœur de la forêt du littoral pacifique de Colombie, dans le département du Cauca, Buenaventura, région du Chocó biogéographique couverte de forêts tropicales et traversée par de puissants fleuves comme le Dagua, source de vie qui en reçoit de nombreux autres, comme le San Cipriano, qui donne son nom à une réserve de forêt tropicale.

Zaragoza est un village de communautés noires. L'activité minière lui accorde de bien maigres avantages en échange d'une grande détérioration de l'écosystème, et transforme le fleuve en un courant de déchets chimiques.

Avec la découverte de la mine, depuis le début de 2009, des entrepreneurs sont arrivés de nombreux endroits, comme Medellín, Cali et Bogotá, pour extraire l'or inconsidérément. La population est passée de quelque 100 familles à plus de 10 000 aventuriers.

Actuellement, l'exploitation de l'or s'étend entre les kilomètres 23 et 38 de la route Buenaventura-Cali, touchant diverses villes qui fonctionnent comme des « villes sans loi ». « Cette exploitation minière s'étend comme un cancer à d'autres fleuves du Pacifique », dénonce-t-on depuis la ville de Buenaventura.

Les dégâts environnementaux sont plus qu'évidents. Des photos aériennes ont été prises qui montrent un panorama complètement ravagé. Les mauvaises conditions et l'illégalité des exploitations créent des risques d'avalanches, d'effondrements et d'accidents, à quoi s'ajoute le danger des crues du fleuve. La présence de plus de 250 pelles mécaniques a saccagé la flore et la faune, ainsi que les cultures de subsistance ou « pancoger ».

La consommation domestique des eaux devient impossible. Des foyers de malaria et de dengue surgissent. Les altérations qu'a subies le fleuve ne permettent pas d'en distinguer le cours naturel, et ses rives sont infestées du plastique et du carton dont sont bâties les précaires boutiques, restaurants, magasins et bars. Très récemment, une étude scientifique dont les résultats furent publiés par la presse locale en novembre 2010, démontrait que les niveaux de mercure à l'embouchure du

fleuve Dagua dans l'océan Pacifique sont trois fois supérieurs au maximum recommandé. En plus, on a détruit les lieux de détente. Il ne reste à la population locale que les décombres et la misère, la destruction de ses cultures et de ses demeures, et le fleuve fortement pollué.

La tradition locale et la jouissance du territoire ont été également modifiées. La violence et le conflit armé sont devenus plus aigus dans la région, produisant des déplacements forcés et déstabilisant la vie communautaire. Le contrôle de la zone et de l'activité minière par des paramilitaires est évident. Les familles ne peuvent pas parcourir librement le territoire. La tâche des conseils municipaux est freinée. Des violations des droits de l'homme se sont produites avec un solde de plus de 100 morts et homicides. Une femme du village qui protestait contre le conducteur d'une pelle qui mettait sa maison en danger a été assassinée par derrière devant tout le monde.

Diverses organisations ethnico-territoriales de la commune de Buenaventura ont lancé au mois d'avril la Déclaration de Buenaventura (<http://www.pacificocolombia.org/novedades/declaracion-de-buenaventura-colombia/18>), qui est un appel à l'unité des organisations d'afrodescendants et d'indigènes et à la défense de l'environnement comme apport à la défense de la planète, et une déclaration d'urgence sociale pour le Pacifique.

#### *Le village de Marmato condamné à mort par l'or*

Le village de Marmato est littéralement condamné à disparaître. Tels sont les plans de l'entreprise canadienne MEDORO, qui se propose d'exploiter une mine d'or à ciel ouvert. L'entreprise n'a pas présenté clairement le projet à la communauté, et cela produit une grande incertitude. Ce qui est bien clair, c'est que l'or serait épuisé dans un délai de vingt à trente-cinq ans.

Située dans le département de Caldas et enclavée dans la cordillère occidentale, la commune de Marmato possède un des indices de pauvreté les plus élevés de Colombie. Les habitants se sentent dépouillés et dénoncent de façon répétée devant les institutions et l'opinion publique que le gouvernement colombien donne son aval et un appui actif à ce projet d'exploitation à grande échelle. Selon la législation colombienne en vigueur, il est possible à cet endroit d'ouvrir des mines petites ou moyennes, comme cela se pratique déjà, mais pas à grande échelle. MEDORO prétend malgré tout convertir 143 concessions de la zone en une exploitation unique qui formerait une mine à ciel ouvert. Les travaux d'exploration dureraient deux ou trois ans. Diverses sources font état de 200 000 perforations.

Pour leur part, la population de Marmato et les indigènes de Caldas, qui s'opposent à la destruction du village, déclarent : « notre village, ce ne sont pas seulement des mines, et ses habitants ne sont pas que des propriétaires de mines ou d'autres sources de travail. Le village de Marmato, c'est nous, ceux qui y ont vécu et ressentent pour lui une affection que l'on ne peut mesurer en argent. Le paysage que nous voyons, les rues pavées que nous parcourons, la singulière architecture qui caractérise notre village, les voisins avec qui nous avons construit une solidarité, les histoires que les vieux racontent aux jeunes sur un passé ancien d'histoires entrecroisées d'indigènes, de descendants d'africains et de blancs, les mineurs et

les orpailleurs qui depuis toujours avons su extraire l'or de la montagne, les muletiers qui rendent possible le transport des matériels par nos chemins escarpés, les paysans et les indigènes qui, depuis nos villages, nous alimentent de leurs produits agricoles ».

Malgré de grandes difficultés, depuis février 2010 s'est constitué le Réseau colombien contre la grande industrie minière transnationale (RECLAME). Ce réseau regroupe plus de 50 organisations sociales et environnementales colombiennes qui s'opposent à l'industrie minière en Colombie et font connaître tous les conflits miniers dans le pays. La résistance compte déjà quelques succès à son actif, comme le triomphe de la mobilisation contre le projet minier du páramo Santurbán, département de Santander, de la multinationale canadienne Greystar, qui a pris la décision de renoncer à la demande de permis environnemental.

A cette lutte, accompagnée par la force des arguments et livrée dans les rues de Santander, se sont joints des milliers de Colombiens qui ont fait de Santurbán un cas emblématique de résistance à la grande industrie minière transnationale.

Article fondé sur des informations tirées de :

– “El oro de Colombia: rebelión social contra explotaciones mineras sin control”, juin 2011, de Guadalupe Rodriguez (Salva la Selva, courrier électronique : [guadalupe@regenwald.org](mailto:guadalupe@regenwald.org)), rapport basé sur des informations diffusées par RECLAME et sur des recherches de Salva la Selva. Le rapport, envoyé par l'auteur, peut être lu dans sa version complète sur [http://wrm.org.uy/deforestacion/mineria/El\\_oro\\_de\\_Colombia.pdf](http://wrm.org.uy/deforestacion/mineria/El_oro_de_Colombia.pdf). – “Triunfo la movilización contra el proyecto minero en Santurbán”, Red Colombiana Frente A La Gran Minería Transnacional, <http://reclamecolombia.org/index.php/noticias/17-santander/202-triunfo-la-movilizacion-contra-el-proyecto-minero-en-santurban>.

[index](#)

---

### **– Philippines : tentatives pour affaiblir la résistance locale à l'industrie minière**

La province de Palawan possède la forêt la mieux conservée et la plus riche en diversité écologique des Philippines ; elle est habitée par des communautés indigènes vulnérables qui vivent en situation d'isolement partiel.

Cette région est maintenant menacée par des entreprises minières, comme MacroAsia, Ipilan Nickel Mining Corporation et LEBACH, qui sont entrées dans des zones protégées et dans des terres indigènes pour creuser des puits d'essai et perforer des puits profonds à la recherche de nickel. De son côté, la Rio Tuba Nickel Mining Corporation (RTNMC) a construit des routes qui ont éliminé l'intégrité d'un des points chauds de diversité biologiques les plus précieux dans le Sud de Palawan, tandis que Citinickel, Berong Nickel et d'autres sociétés minières associées au groupe canadien MBMI menacent, elles aussi, la forêt de Palawan (voir le bulletin n° 165 du WRM).

Les communautés de Palawan ont lutté contre les entreprises minières ; il y a plus d'un an, le réseau ALDAW (Ancestral Land / Domain Watch) a organisé une pétition

au président de la République des Philippines pour faire cesser l'activité minière dans la forêt de Palawan (<http://www.petitiononline.com/PA2010/petition.html>), en mettant l'accent sur la situation des peuples autochtones, et en demandant aussi l'arrêt de la plantation de palmiers à huile dans la région ; dernièrement, le mouvement Save Palawan a organisé une campagne pour réunir 10 millions de signatures contre les mines à Palawan (<http://no2mininginpalawan.com/>).

Une initiative récemment prise par MacroAsia Corporation montre comment les grandes sociétés minières essaient de manipuler l'opposition. Elles ont du pouvoir et de l'argent, et elles essaient d'utiliser ces deux armes pour « diviser et régner », en affaiblissant la résistance locale.

Le réseau de peuples autochtones ALDAW a dénoncé que trente faux leaders tribaux ont été payés par la MacroAsia Mining Corporation (MAC), en collaboration avec la Commission nationale de peuples indigènes (NCIP d'après l'anglais), pour qu'ils se montrent favorables à la MAC, malgré l'avis contraire de la majorité des peuples autochtones de Palawan.

ALDAW dénonce qu'en créant des « leaders tribaux » ad hoc, NCIP et MacroAsia ont méconnu ouvertement les processus de prise de décision locaux dont, traditionnellement, les représentants sont les anciens et les dénommés « panglima » (leaders traditionnels).

ALDAW a rapporté que les représentants authentiques des communautés indigènes de Palawan (les panglima) voyageront à Manille pour présenter à la NCIP leurs opinions et leurs doléances, de manière à contrebalancer les témoignages fabriqués des faux chefs tribaux. Ils essaieront d'éviter que la NCIP délivre des permis à des entreprises minières qui empiètent sur les terres ancestrales de la province.

Article fondé sur des informations fournies par ALDAW et sur le communiqué de presse de ce réseau, "Indigenous Palawan Leaders Soon To Confront The National Commission On Indigenous Peoples (Ncip) In Manila", adresse électronique : [aldaw.indigenounetwork@gmail.com](mailto:aldaw.indigenounetwork@gmail.com).

[index](#)

---

## **– L'industrie minière en Afrique**

Les ressources naturelles et écologiques de l'Afrique ont toujours été convoitées. La terre, les minéraux, le gaz, le pétrole, le bois, les eaux territoriales et tant d'autres ressources sont souvent l'objet de disputes pour le continent.

L'accès et la redistribution des ressources africaines sont derrière les interventions politiques et militaires de coalitions de pays occidentaux, à l'extérieur ou sous les auspices des Nations unies, dans des pays comme la Somalie, le Soudan, la République démocratique du Congo, les Comores, le Tchad, l'Ouganda, le Zimbabwe, la République centrafricaine, le Libéria et, dernièrement, la Lybie et la Côte d'Ivoire.

En pleine intervention des puissances militaires internationales, la République

démocratique du Congo signa en bonne et due forme des contrats miniers de la pire espèce avec des transnationales de plusieurs pays occidentaux qui cherchaient à maintenir la paix dans le pays. Ces contrats renforcèrent la mainmise des sociétés minières transnationales sur les ressources minérales de la RDC.

L'accélération de l'investissement étranger direct et, par extension, l'augmentation de l'accumulation capitaliste, présuppose la subordination des secteurs productifs locaux et l'éloignement des communautés de leur terre. Le processus d'accumulation réduit la valeur de tous les autres secteurs de l'économie et de l'appareil de l'État. Il diminue aussi les possibilités des États africains d'intervenir au moment et à l'endroit où il est indispensable de le faire.

Le secteur extractif de l'Afrique, et en particulier les industries minière et pétrolière, est celui qui a reçu le plus d'investissements étrangers directs ; c'est aussi l'un des domaines où l'on constate le plus clairement le déplacement de populations entières et la privation d'accès à la terre de millions d'habitants du milieu rural par suite du processus d'accumulation capitaliste. Le bouleversement des rapports économiques et sociaux que cela entraîne est une des caractéristiques permanentes des communautés africaines dans les zones d'extraction de minéraux et de pétrole.

L'extraction de ressources comporte plusieurs étapes : exploration, préparation du site, mise en œuvre, production, traitement et désaffectation. À chaque étape il faut disposer de grandes étendues de terre pour faciliter l'extraction et le raffinage de ces ressources.

Entre 1990 et 1998, une seule grande mine à ciel ouvert, à Tarkwa, dans l'Ouest du Ghana, déplaça quatorze communautés qui avaient une population de plus de 30 000 personnes. Ce déplacement aboutit à la perte nette de plus de 7 000 emplois, puisque les gens de la zone n'avaient plus accès aux terres et ne pouvaient pas non plus travailler dans la mine, faute de posséder les compétences requises. De même, dans le Nord-Ouest du Ghana, le projet minier Ahafo de Newmont déplaça 355 familles, rien que dans la région de Kenyasi.

Un autre projet de Newmont, dans le Ghana oriental, déplacera un village entier, habité par plus de 300 hommes et femmes. En outre, la mise en œuvre du projet comportera la destruction de 1 465 hectares et la perte de 3 057 fermes familiales qui appartiennent à 1 208 personnes.

En plus, le projet va détruire 64 hectares (13 %) de la réserve de forêt d'Ajenua Bepo, un des derniers vestiges des forêts ghanéennes. Le long de la côte occidentale du pays, au moins 72 villages se plaignent d'avoir perdu leurs zones de pêche à cause de l'intensité de l'exploration et de la production pétrolière offshore.

Les différents types de capital qui se disputent les terres africaines (les terres pour la production locale vs les terres pour la production d'aliments destinés à l'exportation ; les terres pour les plantations de biocombustibles ; les terres en tant que biens pour l'activité financière, y compris le commerce et la spéculation) écartent de plus en plus les agriculteurs de la production locale et conspirent contre la croissance potentielle et le développement de l'agriculture domestique, contre les moyens d'existence et contre la notion de propriété communale.

En Afrique, et surtout en Afrique subsaharienne, la plupart des gens habitent encore les zones rurales où ils cultivent des produits alimentaires, élèvent du bétail ou gagnent leur vie en s'adonnant à d'autres activités liées à la terre. La terre est donc une ressource naturelle indispensable et d'une importance critique. En plus d'être un facteur de production, une réserve de valeur, un lieu où s'abriter, un espace de loisirs, un dépôt de débris pour les animaux et les êtres humains, la terre définit une constellation de rapports politiques et sociaux dans les communautés rurales.

La population rurale d'Afrique est déjà marginalisée quand il s'agit d'accéder à l'emploi, à l'éducation, à la santé, à l'eau potable pendant toute l'année, et à d'autres infrastructures économiques. Dans tout le continent, les luttes populaires des communautés touchées par l'extraction pétrolière et minière ont eu pour but de réparer l'injustice d'être privées de terre et de moyens d'existence, alors que les sociétés minières ont une part disproportionnée des bénéfices et que, de façon générale, le développement de la zone ne se produit pas.

De toute évidence, le cadre libéral a été la référence pour les accords qui facilitent les transferts massifs de terres et l'expropriation généralisée des ressources naturelles d'Afrique. Dans la même mesure mais dans le sens contraire, la nouvelle phase d'accapement de terres, encore incohérente et non planifiée, peut devenir un argument de poids pour adopter des alternatives politiques et de développement.

Extrait et adapté de : "Mining to Undermine Access to Land", Abdulai Darimani, Third World Network-Africa, 20 avril 2011, publié par Mines and Communities, <http://www.minesandcommunities.org/article.php?a=10858>.

[index](#)

---

### **– Inde : la lutte pour protéger contre les mines la région de Niyamgiri**

Dans un État comme celui d'Orissa, où les Dalit et les groupes tribaux représentent près de 40 % de la population, la question de l'accès à la terre et aux ressources (les forêts, l'eau, etc.) est au centre de tous les conflits. Pour les populations traditionnelles, l'accès est directement associé aux concepts de civilisation et à la philosophie culturelle, qui sont ceux qui décident des aspects économiques, à l'inverse de ce qui se passe dans les civilisations modernes, centrées sur la technologie. Ainsi, dans les milieux sociaux traditionnels l'interdiction d'accéder aux ressources affecte directement la sécurité alimentaire. Or, la plupart des discours dominants de l'histoire ont essayé d'attribuer la crise – la marginalisation visible et toujours croissante des Adivasis et des Dalits – à l'absence d'intervention de l'État. Pourtant, l'étude de l'histoire sociale permet de trouver des racines plus profondes : le manque d'accès et de possession, résultat de divers processus politiques et sociaux des deux derniers siècles, qui se sont intensifiés après l'établissement de l'État-providence.

La lutte qui a eu lieu dans les montagnes Niyamgiri est aujourd'hui assez bien connue. Le paysage urbain d'Orissa est parsemé de panneaux d'affichage de l'entreprise minière Vedanta, qui finissent tous par promettre « des mines de bonheur

». Or, il y a seulement dix ans toute la zone de Lanjigarh, au pied des Niyamgiri, qui comprend une vingtaine de villages habités par des Dalits et par la tribu Kutia Kandh, était un paysage serein dominé par les forêts de sals et traversé par le fleuve Vamsadhara qui descend des montagnes. Aujourd'hui, la raffinerie d'aluminium de Vedanta a transformé cet habitat intact en un désert industriel. Près de 15 000 personnes tributaires de la forêt sont devenues des réfugiés dans leur propre pays. De grandes étendues de forêt ont disparu pour faire place à l'usine, aux dépôts de cendres et aux bassins de boue rouge, aux routes parcourues par des centaines de camions, tandis que les habitants des forêts doivent errer çà et là pour trouver ailleurs de quoi vivre.

Arjun Chandi, un habitant du village de Kadamguda proche de la raffinerie, fait le point de la situation : « Comment peut-on appeler cela développement ? Quelqu'un vient ici, détruit vos forêts et vos terres, élimine vos sources de revenus, vous laisse dans la rue et fait un tas d'argent. Où est le développement ? Si vous voulez du développement pour nous, commencez par nous rendre nos forêts et nos terres, et parlez-en ensuite ».

Pourtant, après avoir été témoins de la dévastation, les Dongria Kandhs qui habitent dans les montagnes Niyamgiri depuis des siècles ont opposé une forte résistance à l'extraction de bauxite dans la région et ils ont réussi à mettre fin au « bonheur des mines » de Vedanta. Le permis d'extraction a été annulé par le gouvernement. Les Dongrias ont été soutenus dans leur lutte par de nombreuses organisations pour les droits fonciers et civils. Après leur victoire contre Vedanta, ils ont maintenant intensifié leur combat pour faire fermer la raffinerie, car ils voient dans sa présence même « d'énormes dangers » pour leur culture et pour leurs moyens d'existence. Pourtant, l'État n'a pas cessé de réprimer les Adivasis ; même après que le projet minier a été abandonné, la police et les paramilitaires ont attaqué à plusieurs reprises des villages Dongria et torturé des Adivasis. Pour essayer de s'assurer le contrôle total de la région, le gouvernement prétend que la forêt de Niyamgiri est « infestée de maoïstes » mais, d'après les habitants, son but est préparer le terrain pour que Vedanta puisse s'y installer à l'avenir.

Le succès, partiel pour l'instant, du mouvement contre les mines aux Niyamgiri est dû en partie à l'histoire d'autres mouvements pour les droits fonciers qu'il y a eu dans la région au cours des dernières décennies : le CPI (ML)–Liberation qui organisa les Adivasis et les Dalits sans terre dans les années 1990 pour qu'ils réclament des centaines d'hectares dans les zones de Muniguda et de Bissamkatak, et le Lok Sangram Manch qui, à ce jour, a récupéré des centaines d'hectares de terres usurpées et les a distribuées aux Adivasis et aux Dalits autochtones.

Cette force collective s'est canalisée dans la lutte contre Vedanta et contre le gouvernement de l'État pour protéger la région de Niyamgiri contre l'industrie minière.

Extrait et adapté de : "Expropriation of land and cultures: the Odisha story and beyond", de Subrat Kumar Sahu ([subrat69@gmail.com](mailto:subrat69@gmail.com)) et Mamata Dash ([mamata68@gmail.com](mailto:mamata68@gmail.com)), Social Change, publications SAGE, envoyé par les auteurs.

---

## DÉFINIR LES FORÊTS

### - Pour définir la forêt par son vrai sens

Nous avons reçu de nombreuses traductions de l'animation qui illustre graphiquement combien est erroné le point de vue adopté par la FAO pour définir les forêts. L'animation est disponible jusqu'à ce jour en anglais, espagnol, portugais, maya tsotsil, maya tseltal, maya popti, catalan, italien, aymara et finlandais. Nous invitons à la diffuser, à la télécharger, à la mettre dans des blogs et des sites web, à la divulguer dans des réseaux sociaux, et aussi à continuer de nous envoyer des traductions du texte précité, qui se trouve à l'adresse :

[http://www.wrm.org.uy/bosques/en\\_todos\\_los\\_idiomas.html](http://www.wrm.org.uy/bosques/en_todos_los_idiomas.html).

Quant à la lettre ouverte à la FAO (disponible aussi en anglais, portugais et français), lancée dans le cadre de notre campagne, nous avons reçu des centaines de signatures de chercheurs et de professionnels de diverses disciplines qui abordent l'étude de la nature. Nous vous demandons de continuer à nous aider à la faire circuler.

Nous vous rappelons l'invitation à nous envoyer des témoignages en audio ou en vidéo sur ce que signifie la forêt. L'objectif est de réunir des témoignages vécus, de personnes qui d'une façon ou d'une autre ont une relation quotidienne avec la forêt (ou la jungle ou la selve) pour essayer de construire à partir de ce matériel un outil audiovisuel qui, comme une mosaïque, rende compte de la richesse et de la diversité de liens avec les forêts que nouent les personnes de long en large dans le monde. Nous vous demandons de sortir avec votre caméra, votre appareil photo, un magnétophone ou la technologie dont vous pouvez disposer, et d'enregistrer la réponse à deux questions : « qu'est-ce que la forêt pour toi ? » et « que serait ta vie sans la forêt ? » Pour envoyer les matériels supports de vos productions, vous pouvez entrer en contact avec nous à travers cette adresse de courrier électronique : [forest@wrm.org.uy](mailto:forest@wrm.org.uy). Par ce même moyen, nous pourrions aussi vous aider à résoudre des problèmes techniques.

Allez-y ! Donnez la parole à la forêt !

[index](#)

---

## LE COMMERCE DU CARBONE

### – Le FSC perd chaque jour davantage de crédibilité

Le Conseil de Gestion Forestière (FSC) a été créé en 1993 pour certifier la gestion des forêts indigènes de façon socialement juste, économiquement viable et appropriée pour l'environnement. En 1996, le FSC approuva la certification de plantations d'arbres en régime de monoculture, décision qui a fait l'objet d'innombrables critiques, dans la mesure où des millions d'hectares de plantations de ce type étaient en train d'obtenir le certificat FSC (voir l'éditorial du bulletin n° 163

du WRM). Plus tard, le FSC décida aussi de s'associer au « marché du carbone », en certifiant des zones de forêts et/ou des plantations pour lesquelles se commercialisaient les dénommés « crédits de carbone », calculés à partir d'une quantité supposée de cette substance emmagasinée dans les arbres. Ce faisant, le FSC finit par s'associer à une fausse solution pour résoudre le problème des changements climatiques, en garantissant l'action et les bénéfices des grandes entreprises polluantes (voir le bulletin n° 163 – Le cas Plantar : le FSC au service de la vente de crédits de carbone).

FERN est une ONG qui supervise la participation de l'Union européenne au thème des forêts, qui coordonne les activités d'ONG européennes dans ce domaine, et qui défend les droits des peuples de la forêt. Cette ONG a informé dans une note publiée le 2 juin 2011 qu'elle avait décidé de ne plus faire partie du FSC.

En 2009, l'ONG FERN diffusa une note où elle affirmait que « *Le FSC a certifié chaque jour davantage de plantations industrielles d'arbres et d'opérations forestières qui ne sont pas en accord avec ses propres principes et critères* ». Dans la note, FERN annonçait que dans certaines circonstances, elle quitterait le FSC, surtout si la pratique d'accorder le certificat aux plantations de monocultures d'arbres à croissance rapide et à grande échelle n'était pas corrigée, et si le FSC continuait à participer activement à la « [...] certification du carbone forestier ».

En juin de cette année, la constatation de la part du FERN du fait que le FSC « *était en train de s'aligner sur des standards de compensation de carbone et d'accorder des labels en même temps que des certificats de compensation de carbone* », a été un motif suffisant pour que l'ONG ne souhaite plus voir son nom associé à celui du FSC, cherchant ainsi à préserver sa propre crédibilité.

C'est le FSC qui devient de moins en moins crédible, en perdant un membre important de plus parmi les organisations écologistes affiliées. Nous reproduisons ici ce que nous avons écrit dans l'éditorial de notre bulletin de février 2011 : « *Il est nécessaire d'évaluer de façon critique ce que la certification a entraîné au cours des ans : un affaiblissement des luttes des communautés locales pour leurs droits et leurs ressources naturelles, et un renforcement des entreprises qui stimulent absolument la consommation excessive, dans le but d'obtenir des bénéfices. Il est nécessaire d'emprunter d'autres voies que celle de la labellisation* »

[index](#)

---

## **– Pourparlers de l'ONU sur le climat : plus d'échanges de carbone, point de réduction des émissions**

La deuxième session en 2011 des pourparlers pourparlers de l'ONU sur le climat s'est terminée en juin, à Bonn, sans résoudre le problème essentiel de la réduction de la pollution et sans discuter de la manière de réduire davantage les émissions de gaz qui sont la cause principale du changement climatique. Les organisations pour la justice climatique ont manifesté leur préoccupation croissante face au fait que les pays riches industrialisés ne prennent pas de mesures réelles pour s'attaquer au changement climatique :

- Leurs promesses actuelles de réduire les émissions de 3 gigatonnes seulement restent dangereusement insuffisantes, et sont très loin de maintenir l'augmentation de la température au-dessous de deux degrés Celsius (le niveau maximum évalué par le PNUE pour éviter une catastrophe climatique mondiale, mais considéré comme dangereusement élevé par certains groupes concernés). En outre, la formulation de leurs engagements ne prévoit aucune responsabilité pour les pays au plan international, et risque de permettre un réchauffement de cinq degrés, ce qui représentera l'élimination de la vie telle que nous la connaissons. Les pays riches pourraient même augmenter leurs émissions d'ici 2020.
- Ils essaient d'éviter le déjà faible système international convenu, le Protocole de Kyoto, qui impose des réductions des émissions. Le Canada a annoncé son intention de faire comme la Russie et le Japon, qui ont décidé de ne pas respecter leur obligation légale de s'engager pour une deuxième période. Ces pays adhèrent maintenant à la proposition des États-Unis de considérer que les réductions des émissions sont des engagements et non des objectifs.
- Les fausses solutions proposées, comme par exemple les marchés de carbone, ont avancé depuis que les États-Unis ont refusé de discuter de sources de financement pour des engagements à long terme. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a proposé de considérer de nouveaux marchés potentiels, qu'on a dénommés « Carbone bleu ». Les mangroves seraient incluses mais aussi, peut-être, l'océan lui-même, dans les soi-disant crédits de carbone. Le fait de se centrer sur l'élargissement des mécanismes du marché à de nouveaux secteurs est une distraction dangereuse du véritable thème des négociations sur le climat : la réduction des émissions.

La vraie réponse est de réduire fortement les émissions dès maintenant ; les fausses solutions sont rentables pour certains, mais ne font rien contre le changement climatique.

Article fondé sur des informations fournies par Asad Rehman, FoE Royaume-Uni, membre de Climate Justice Now!, adresse électronique : [asad.rehman@foe.co.uk](mailto:asad.rehman@foe.co.uk)

[index](#)

---